

## L'initiative de Genève

Le début du mois de décembre a été marqué par ce que l'on appelle l'Accord de Genève ou l'Initiative de Genève. La Suisse a activement participé à la valorisation et à l'aboutissement de ce pacte qui met en avant bien des incertitudes et qui révèle un certain nombre de contradictions venant des grands de ce monde. On pourrait aussi s'interroger sur l'existence d'une réelle volonté de tout mettre en œuvre de la part des autorités mondiales en vue de l'aboutissement d'une paix durable dans le conflit israélo-palestinien.

L'initiative de Genève ne s'inscrit pas dans le cadre des politiques en place progressant vers la mise en place d'un système de paix entre Israël et le futur état palestinien. L'émergence de ce pacte est le fruit d'un long travail d'anciens ministres, Yossi Beilin, ancien ministre israélien de la justice et Yasser Abed Rabbo, ancien ministre palestinien de l'information. Cette initiative qui a été signée le 2 décembre 2003 entre les différentes parties est une approche parallèle des artisans de la paix au Proche-Orient face à une violence qui ne semble pouvoir se ternir. Cet acte fait naître un espoir de réconciliation entre les deux peuples et une paix future. Ce qui est intéressant de relever, c'est que la mise en route de cette dynamique pour l'avancement positif d'une situation locale dramatique est l'œuvre de peuples travaillant ensemble pour le changement. Les politiciens officiels se refusent d'adhérer concrètement à cette avancée symbolique pour l'instant mais qui n'est pas anodine puisqu'elle suscite bien des réticences. Il est clair que c'est une action symbolique mais elle met en lumière deux entités parallèles qui, œuvrant pour la paix, n'ont pas les mêmes objectifs finaux quant à sa mise en place.

Pratiquement, cet accord de Genève, réaffirme une détermination à mettre un terme à des décennies d'affrontement et de conflit et à vivre dans un climat de coexistence pacifique, dans la dignité mutuelle et la sécurité fondées sur une paix juste, durable et totale, ainsi qu'à obtenir une réconciliation historique. En grandes lignes, tout semble être présenté idéalement. Cet accord stipule aussi une marque de reconnaissance du droit des peuples juif et palestinien. Les différentes parties belligérantes se sont empreintes d'une volonté d'amener la région à une paix totale, de façon à contribuer au développement et à la prospérité locale qui ne peuvent se mettre en place sans stabilité et sécurité politiques. Cet idéal s'érige parallèlement à tous les accords officiels qui ont été signés dans le passé et se confirme dans le cadre du processus de paix au Moyen-Orient, initié à Madrid en octobre 1991 jusqu'aux dernières négociations de Taba en janvier 2001.

Ces accords signés à Genève ont eu différents échos et la classe politique n'est pas unanime face à cette impulsion de paix qui est parfois vue comme une ingérence de la part des initiateurs qui, malgré eux, représentent la réalité populaire des deux parties de vouloir s'engager dans de bonnes relations de voisinage. Ariel Sharon qualifie même cette initiative d'erreur, malgré le soutien apporté par Washington. Les Américains s'en tiennent prioritairement au respect de leur feuille de route qui prévoit un règlement du conflit sur le plan international avec la création d'un état palestinien d'ici à 2005, mais ne peut pas occulter cette volonté d'autres parties civiles non officielles de voir la paix s'établir. L'ONU, elle, se déclare encouragée par cet Accord né de l'espoir de voir une réconciliation entre les Palestiniens et les Israéliens. C'est un élan qui est jugé nécessaire au règlement du conflit et qui doit venir du peuple. Bien sûr que cette stimulation du processus de paix ne se substitue pas aux accords-cadre officiels, mais elle s'inscrit dans une impulsion nouvelle positive et louable. L'Europe, quant à elle, ne semble pas attacher d'importance à cette avancée pour la

paix qui émerge d'un caractère non institutionnel, implicitement non sérieuse. Cette réaction paraît dommageable et peut être perçue comme un manque flagrant de désir de voir s'installer une paix durable au Proche-Orient.

A première vue, cette initiative utile, provenant d'une dynamique de gens oeuvrant ensemble pour le changement et la paix, s'inscrit de bon sens contre des coalitions d'extrémistes qui rejettent toute initiative de paix. D'un autre côté, à nous chrétiens d'être attentifs à l'évolution de la situation locale et globale et de ne pas se laisser attendrir ou berner par des espoirs de paix parfois illusoire ou réels, mais de rester fixés sur la Parole de Dieu et de s'enraciner dans ses promesses pour chacun, paix ou non dans ce monde.

Sébastien Python – 12.12.03